Hauts-de-France : finances de la région

Région · 6 088 950 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Hauts-de-France affichait un encours de dette de 3,8 Md€, soit 630 € par habitant, une épargne brute égale à 11,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 12,5 ans.

Dette par habitant
630 €
3,8 Md€ au total

Capacité de désendettement
12,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
11,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
406 € / hab.
2,5 Md€ au total

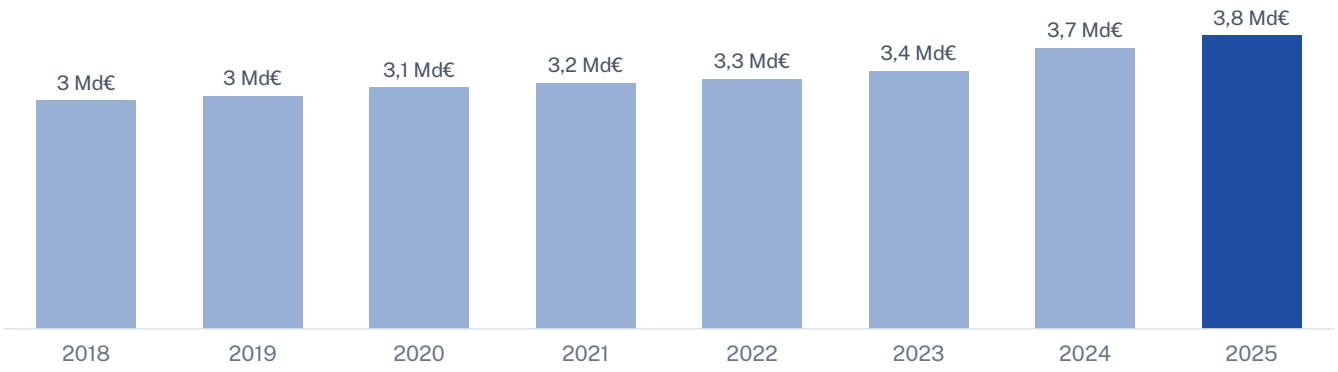
Les comptes de la région en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 17 régions et collectivités territoriales uniques dont les comptes sont publiés (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	406 €	un peu au-dessus de la moitié des régions.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	17,5 %	71 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des régions.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	11,1 %	51 € par habitant : parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus bas.
Est-elle endettée ?	630 €	un peu au-dessus de la moitié des régions.
Investit-elle ?	29 €	parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	-1 €	un peu au-dessus de la moitié des régions.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 3 Md€ en 2018 à 3,8 Md€ en 2025 (+28,5 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	3 Md€	17,7 %	6,4 ans	144,4 M€
2019	3 Md€	15,9 %	6,8 ans	184,5 M€
2020	3,1 Md€	13 %	9,6 ans	172,1 M€
2021	3,2 Md€	13,5 %	8,9 ans	216,1 M€
2022	3,3 Md€	13,1 %	9,1 ans	229,8 M€
2023	3,4 Md€	10,5 %	11,4 ans	199,8 M€
2024	3,7 Md€	10,3 %	12,9 ans	201,4 M€
2025	3,8 Md€	11,1 %	12,5 ans	175 M€

La dette de toutes les collectivités de la région

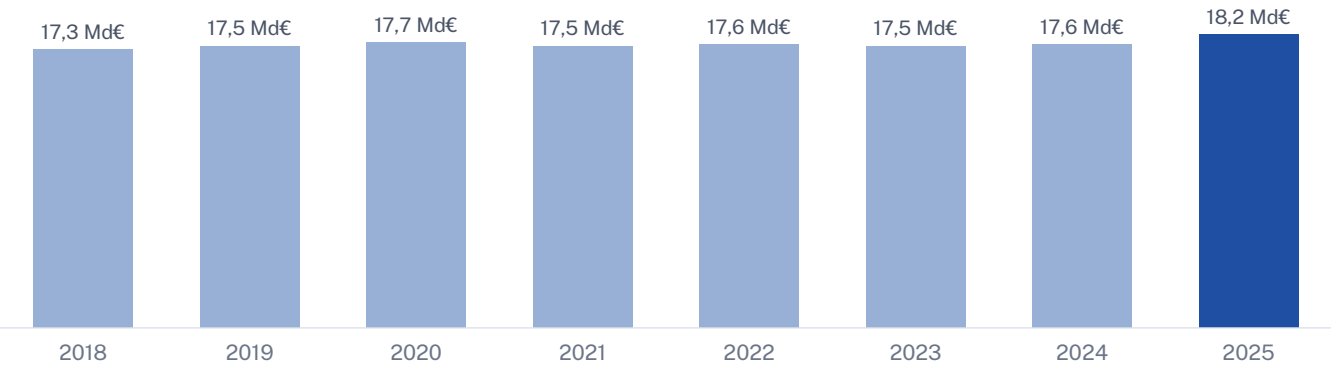
Communes, intercommunalités, départements, région et syndicats du territoire, exercices 2018 à 2025.

Dette fin 2025
18,2 Md€
toutes les collectivités comptées

Par habitant
3 000 €
6 081 168 habitants

Depuis fin 2018
+5,4 %
941,7 M€ de plus

Encours de dette au 31 décembre, 2018-2025



Niveau	2018	2025	Évolution	Part 2025	Par habitant
Communes	4,9 Md€	4,4 Md€	-10,1 %	24 %	720 €
Intercommunalités	4,4 Md€	5 Md€	+13,7 %	27,4 %	821 €
Départements	3,3 Md€	3,5 Md€	+6,7 %	19,3 %	578 €
Régions et collectivités uniques	3 Md€	3,8 Md€	+28,5 %	21 %	631 €
Syndicats	1,8 Md€	1,5 Md€	-13,8 %	8,4 %	251 €
Total	**17,3 Md€**	**18,2 Md€**	**+5,4 %**	**100 %**	**3 000 €**

Par département, du plus endetté par habitant au moins endetté (bloc communal, département et syndicats ; la dette de la région n'est pas répartie).

Département	Dette 2025	Par habitant	Depuis 2018
Nord	6,9 Md€	2 596 €	+3,5 %
Pas-de-Calais	3,4 Md€	2 321 €	-3,3 %
Somme	1,3 Md€	2 271 €	+3,1 %
Aisne	1,1 Md€	2 154 €	+3,4 %
Oise	1,7 Md€	1 948 €	-5,7 %

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'OFGL (data.ofgl.fr) sous Licence Ouverte 2.0, encours au 31 décembre de chaque exercice. Chaque collectivité n'est comptée qu'une fois (la Ville de Paris au niveau communal, la Métropole de Lyon au niveau intercommunal) ; la dette d'une intercommunalité est répartie entre départements et régions selon la population de ses communes membres ; un syndicat est rattaché au département de son siège. Les établissements publics locaux hors syndicats ne sont pas comptés. Données du 30/10/2026.

Les métiers des habitants

2 343 860 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; le territoire compte 2 207 600 emplois, soit 93 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0,9 %	1,3 %	1,1 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	5,1 %	6,6 %	5,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	15,7 %	20,1 %	15,5 %
Professions intermédiaires	26,7 %	26,4 %	26,4 %
Employés	27,5 %	26,1 %	27,8 %
Ouvriers	24,1 %	19,5 %	23,7 %

Professions les plus exercées par les habitants : Hauts-de-France

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 400	1,9 %
Infirmiers en soins généraux salariés	42 380	1,8 %
Enseignants titulaires du primaire	40 790	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	39 750	1,7 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	39 150	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	38 180	1,6 %
Ouvriers du nettoyage	38 050	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	36 840	1,6 %
Agents de service des établissements de santé	31 580	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	28 210	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	26 660	1,1 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	26 600	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Hauts-de-France) : 148 580 au moins, dont 42,4 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	6 476	44,8 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	6 359	57,4 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	6 120	33,9 %
Agents d'entretien de locaux	5 588	43,1 %
Employés de libre service	4 962	26,8 %
Agriculteurs	4 512	41 %

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	3 638	43,6 %
Magasiniers et préparateurs de commandes peu qualifiés	3 520	12,7 %
Personnels de ménage chez des particuliers	3 503	48,5 %
Aides-soignants	3 482	56,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Hauts-de-France
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	aucun projet publié
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	149 k€ pour 3 aides

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.